



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180924-M_DE180924_156-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2018

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.09/156

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 24 septembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **28 septembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **24 septembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de la délibération n°153), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE** (à partir de la délibération n°141), Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH** (à partir de la délibération n°138), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 24 septembre 2018

2018.09/156

MARCHES PUBLICS : PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ECO-QUARTIER « LES JARDINS DE LA VILLE » - MAITRISE D'ŒUVRE – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - SIGNATURE – AUTORISATION

Mr Dominique THINNES, Adjoint au Maire – Dans le cadre du projet d'aménagement de l'éco-quartier « les Jardins de la Ville » les études pré-opérationnelles et opérationnelles, ainsi que les études de maîtrise d'œuvre ont été confiées en avril 2012 au groupement dirigé par l'atelier Philippe MADEC, architecte mandataire.

A ce jour, les évolutions du projet ont remis en cause l'équilibre fonctionnel et financier de l'opération ; ce qui a conduit la Ville à mettre un terme au contrat de maîtrise d'œuvre. Une procédure de résiliation a été engagée et le décompte général de résiliation a été notifié au mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre. Le protocole transactionnel a donc pour objectif de régler ce différend à l'amiable. Le projet nécessite une étude urbaine et de programmation approfondie de l'opération d'aménagement, actuellement en cours, avec le bureau d'études Expertise Urbaine.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des Marchés Publics ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° 23 du conseil municipal du 27 juin 2011 autorisant le programme et le lancement de la consultation de bureaux d'études et de maîtrise d'œuvre ;

VU la délibération n° 4 du conseil municipal du 25 janvier 2010 relative aux délégations de signature accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDERANT

- Que par décision n° DE1204IN1_6b en date du 25 avril 2012 il a été décidé de confier le marché de maîtrise d'œuvre au groupement conjoint formé par l'atelier Philippe MADEC, architecte mandataire et les cotraitants suivants : GROUPE SIGNES PAYSAGES, ECOTONE, INFRA SERVICES, LE SOMMER.
- Que la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive a mis à jour plusieurs suspicions de cavités souterraines et trois zones de prescriptions de fouilles qui remettent en cause la programmation et l'équilibre financier du projet ;
- Que l'équilibre fonctionnel du marché est remis en cause ;
- Qu'il a été décidé de mettre un terme au marché signé avec l'atelier Philippe MADEC et qu'un décompte de résiliation lui a été notifié ;
- Que celui-ci a été partiellement contesté par l'atelier Philippe MADEC, et plus particulièrement sur la part revenant au cotraitant GROUPE SIGNES PAYSAGES ;
- Qu'après plusieurs échanges et afin de régler ce différend à l'amiable et éviter le développement d'un contentieux préjudiciable pour chacune des parties, celles-ci ont décidé de se rapprocher au moyen de concessions réciproques pour prévenir tout litige ;

- Qu'un accord a été trouvé sur la base d'une rémunération équitable des prestations réalisées au titre des études projet (PRO) pour un montant de 21.702,27 € HT, soit 26.042,72 € TTC que la Ville de Montivilliers s'engage à verser au GROUPE SIGNES PAYSAGES ;
- Que, dans ces conditions, il convient de signer un protocole transactionnel afin d'acter cet accord ;

Sa commission Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 5 septembre 2018, consultée ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer** un protocole transactionnel fixant les conditions et modalités de paiement de la somme de 21.702,27 € HT, soit 26.042,72 € TTC que la Ville de Montivilliers s'engage à verser au GROUPE SIGNES PAYSAGES dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre relatif au projet d'aménagement de l'éco-quartier « les Jardins de la Ville » ;

Imputation budgétaire
Exercice 2018 – Budget annexe ZAC ECO QUARTIER

Fonction 7 : (logement)

Sous-fonction : 70 (services communs)

Nature : 6045 (achat d'études, prestations de services (terrains à aménager)

Montant de la dépense : 21 702,27€ HT

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 32

Abstention : 1 (Gilles LEBRETON)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



